

Article publié dans Le Monde (website) - idées – 29/06/2024

https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/06/29/cop29-la-lutte-contre-le-changement-climatique-ne-peut-etre-dissociee-du-respect-des-droits-humains_6245273_3232.html

Also here [English](#) translation from Libertas

COP29 : « La lutte contre le changement climatique ne peut être dissociée du respect des droits humains »

Bernard Kouchner

L'ancien ministre Bernard Kouchner souligne, dans une tribune au « Monde », le risque d'une compromission collective de l'ONU et des démocraties si le choix de l'Azerbaïdjan comme pays hôte de la COP29 est maintenu.

Alors que la France est plus que jamais plongée dans l'incertitude politique, il ne faut pas perdre de vue les grandes échéances internationales à l'heure où l'écologie devrait être la priorité de nos gouvernants. Le choix de l'Azerbaïdjan comme hôte de la prochaine Conférence des Nations unies sur le climat (COP29) est là pour nous le rappeler en même temps qu'elle renvoie la communauté internationale face à ses propres contradictions.

Comment peut-elle justifier la tenue d'un événement aussi crucial dans un pays qui déroge au droit international, dépend massivement des hydrocarbures et bafoue les droits de l'homme en détenant sans raison valable vingt-trois otages arméniens qui se meurent dans ses geôles ? Une année ne s'est pas écoulée depuis l'épuration ethnique des 120 000 Arméniens du Haut-Karabakh que l'Azerbaïdjan s'est déjà vu attribuer l'accueil d'un événement aussi prestigieux que la COP29. Ce choix interroge tant sur le plan humanitaire qu'écologique.

La Convention des Nations unies sur les changements climatiques (UNFCCC), semble agir comme si les événements des derniers mois n'avaient pas eu lieu et donne ainsi un chèque en blanc à l'Azerbaïdjan pour continuer à violer le droit international. Après avoir imposé un blocus de plus de neuf mois sur toute la République du Haut-Karabakh, privant 120 000 Arméniens de nourriture, de médicaments et de carburant, l'Azerbaïdjan a lancé, le 19 septembre, une offensive militaire pour prendre le contrôle total du territoire procédant à un véritable nettoyage ethnique.

La production de pétrole et de gaz représente 47,8 % du PIB

Pour la première fois depuis plus de deux millénaires, plus aucun Arménien ne vit désormais dans cette région du monde. Au moment de quitter la République du Haut-Karabakh, Ruben Vardanian,



philanthrope en lice pour le prix Nobel de la paix, ainsi que sept autres leaders politiques arméniens ont été pris en otage par les autorités azéries aux côtés d'une dizaine de civils.

Leur détention arbitraire est d'autant plus préoccupante qu'aucun observateur ni média étranger n'est autorisé à être présent aux procès en cours, ni à donner des indications sur leur état de santé. Depuis près de neuf mois, les appels à la libération de ces otages sont restés lettre morte. Or, et il est essentiel de le redire, la lutte contre le changement climatique ne peut être dissociée du respect des droits humains.

Un principe d'autant plus vrai alors que l'économie de l'Azerbaïdjan repose principalement, si ce n'est uniquement, sur la production de pétrole et de gaz qui représentait 47,8 % du PIB et plus de 92,5 % des recettes d'exportation en 2022. Ilham Aliev a lui-même confirmé cette orientation économique en annonçant au début de l'année vouloir augmenter la production de gaz d'un tiers sur dix ans.

Une régression inacceptable sur les questions climatiques

Plus récemment encore, il n'a pas hésité à défendre ses positions, en indiquant, en avril à Berlin que « la COP29 ne [les] empêchera pas d'investir dans le gaz fourni par Dieu ». Le désintérêt de l'Azerbaïdjan pour le climat se reflète aussi dans le choix du président de la COP 29 : Mukhtar Babayev, un ancien magnat du pétrole qui a travaillé pendant plus de vingt ans pour la compagnie pétrolière State Oil Company of Azerbaijan.

Autant d'éléments qui soulignent l'indifférence, voire le mépris de l'Azerbaïdjan non seulement pour le respect de la dignité humaine mais aussi pour l'environnement. Une nouvelle frontière est franchie, sans commune mesure avec l'organisation de la COP aux Émirats arabes unis. Ce sommet international ne peut sérieusement se tenir dans un pays qui détient encore des otages de guerre et continue d'investir massivement dans les hydrocarbures, sans parler de sa stratégie d'ingérence qui vise à déstabiliser la France notamment en Nouvelle-Calédonie, en Corse et désormais en Polynésie où l'Azerbaïdjan cultive un sentiment anti français.

La France, qui a fermement dénoncé les actions de l'Azerbaïdjan, doit continuer à faire entendre sa voix sur la scène internationale en boycottant la COP 29 tant que des Arméniens y sont retenus pour aucune autre raison que d'être arméniens. Organiser la COP29 en Azerbaïdjan, dans les conditions actuelles, constitue une atteinte grossière aux valeurs fondamentales de la justice, de la paix et une régression inacceptable sur les questions climatiques. Accepter de s'y rendre dans les conditions actuelles nous déshonorerait collectivement. La libération immédiate des vingt-trois otages détenus par l'Azerbaïdjan devrait être la condition sine qua non à la tenue de cette COP.

COP29: "The fight against climate change cannot be dissociated from respect for human rights"

Bernard Kouchner

In an article for "Le Monde", former French minister Bernard Kouchner highlights the risk of the UN and democracies collectively compromising if Azerbaijan is chosen to host COP29.

At a time when France is more than ever plunged into political uncertainty, we must not lose sight of the major international deadlines at a time when ecology should be the priority for our leaders. The choice of Azerbaijan to host the next United Nations Climate Change Conference (COP29) is a reminder of this, while at the same time confronting the international community with its own contradictions.

How can it justify holding such a crucial event in a country that flouts international law, depends heavily on hydrocarbons and flouts human rights by holding twenty-three Armenian hostages who are dying in its jails for no good reason? Not even a year has passed since the ethnic cleansing of 120,000 Armenians in Nagorno-Karabakh, and Azerbaijan has already been awarded the hosting of such a prestigious event as COP29. This choice raises both humanitarian and ecological questions.

The United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) seems to be acting as if the events of the last few months had not occurred, giving Azerbaijan a blank check to continue violating international law. After imposing a blockade on the entire Nagorno-Karabakh Republic for over nine months, depriving 120,000 Armenians of food, medicine and fuel, Azerbaijan launched a military offensive on September 19 to take total control of the territory, carrying out a veritable ethnic cleansing.

Oil and gas production accounts for 47.8% of GDP

For the first time in more than two millennia, there are no longer any Armenians living in this part of the world. As they left the Nagorno-Karabakh Republic, Ruben Vardanian, a philanthropist and Nobel Peace Prize nominee, and seven other Armenian political leaders were taken hostage by the Azeri authorities, along with a dozen civilians.

Their arbitrary detention is all the more worrying in that no foreign observers or media are allowed to be present at the ongoing trials, nor to give any indication of their state of health. For almost nine months, calls for the release of these hostages have gone unheeded. It is essential to reiterate that the fight against climate change cannot be dissociated from respect for human rights.

This is all the more true given that Azerbaijan's economy is based mainly, if not exclusively, on oil and gas production, which will account for 47.8% of GDP and more than 92.5% of export earnings in 2022. Ilham Aliiev himself confirmed this economic orientation by announcing at the beginning of the year

that he wanted to increase gas production by a third over ten years.

Unacceptable regression on climate issues

Even more recently, he has not hesitated to defend his positions, stating in Berlin in April that "COP29 will not prevent them from investing in gas supplied by God". Azerbaijan's lack of interest in the climate is also reflected in its choice of COP29 president: Mukhtar Babayev, a former oil tycoon who worked for the State Oil Company of Azerbaijan for over twenty years.

All of which underscores Azerbaijan's indifference, even contempt, not only for human dignity, but also for the environment. A new frontier has been crossed, one that is out of all proportion to the organization of the COP in the United Arab Emirates. This international summit cannot seriously be held in a country that still holds war hostages and continues to invest massively in hydrocarbons, not to mention its strategy of interference aimed at destabilizing France, notably in New Caledonia, Corsica and now Polynesia, where Azerbaijan is cultivating anti-French sentiment.

France, which has firmly denounced Azerbaijan's actions, must continue to make its voice heard on the international stage by boycotting COP29 as long as Armenians are held there for no other reason than being Armenian. Organizing COP29 in Azerbaijan, under current conditions, is a gross attack on the fundamental values of justice and peace, and an unacceptable step backwards on climate issues. Agreeing to go there under current conditions would be a collective disgrace. The immediate release of the twenty-three hostages held by Azerbaijan should be a sine qua non condition for holding this COP.